

Avenant n° 104 du 9 septembre 2021
relatif au renouvellement de la cotisation conventionnelle
pour la formation professionnelle des personnels d'immeubles

NOR : ASET2151045M

IDCC : 1043

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ARC ;

FEDEPL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SNIGIC ;

FS CFTD ;

CGT CSD ;

FEC FO services,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs représentatives dans la branche des gardiens, concierges et employés d'immeubles, réunies en commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation suite à la réforme de la formation professionnelle, et ayant constaté la baisse significative de la dotation pour la formation des salariés de la branche, ont décidé de maintenir la cotisation conventionnelle créée par l'avenant n° 99 du 4 juin 2019 permettant la poursuite des actions de formations déjà mises en place.

Article 1^{er} | Financement de la formation professionnelle continue

Le présent avenant rappelle que la participation des employeurs de la branche des gardiens, concierges et employés d'immeubles est obligatoire et s'élève, depuis l'avenant n° 99 du 4 juin 2019 :

- pour les établissements de moins de 11 salariés à :
 - 0,55 % de la masse salariale brute annuelle de cotisation légale ;
 - 0,15 % de la masse salariale brute annuelle de cotisation conventionnelle ;
 - soit au total 0,70 % de la masse salariale brute annuelle ;

– pour les établissements de 11 salariés et plus : à 1 % de la masse salariale brute annuelle.

Le présent avenant décide de poursuivre la cotisation conventionnelle de 0,15 % pour les établissements de moins de 11 salariés, soit un total de 0,70 % de la masse salariale brute annuelle. Cette cotisation conventionnelle de 0,15 % est à affecter au financement de la formation professionnelle continue pour les entreprises de la branche des gardiens, concierges et employés d'immeubles de moins de 11 salariés, et relève de la compétence exclusive des partenaires sociaux.

Pour les établissements de 11 salariés et plus, il est rappelé que les cotisations doivent être versées à l'OPCO des entreprises de proximité, branche des gardiens, concierges et employés d'immeubles. Le versement avéré à d'autres sections professionnelles amènerait les partenaires sociaux à se réunir pour envisager d'étendre cette cotisation conventionnelle de 0,15 % à tous les établissements de la branche.

Article 2 | Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2022 et au plus tard le premier jour du mois qui suit sa publication au *Journal officiel*.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 9 septembre 2021.

(Suivent les signatures.)